



Aménagement de la voirie communale Programme 2019 - 2022

CONTRAT

Mode de consultation : procédure adaptée

A. Montant total de l'offre

Montant minimum HT	40 000	Montant maximum HT	48 000
Montant minimum TTC	160 000	Montant maximum TTC	192 000

Les prix unitaires sont détaillés dans le bordereau des prix unitaires.

B. Date et délai des prestations

La date de commencement de la prestation est fixée au 1^{er} janvier 2019. Le contrat commencera effectivement à cette date ou à partir de sa notification si elle est postérieure. Quelle que soit la date de commencement, il se terminera le 31 décembre 2019. Il est conclu pour un an, reconductible trois fois pour la même période (fin au 31/12/2022).

Des bons de commandes viendront préciser les besoins au fur et à mesure de leurs survenances.

C. Versement d'une avance

Une avance de 5 % ne peut être versée à l'entreprise que si
le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et que son exécution dure
plus de deux mois.

☐ J'accepte l'avance
☐ Je refuse l'avance

D. Identification du candidat

Nom de la société

	Signataire	Interlocuteur privilégié auprès de la collectivité (à remplir si différent du signataire)
Prénom		
Nom		

	<u>Signataire</u>	<u>Interlocuteur privilégié auprès de la collectivité (à remplir si différent du signataire)</u>
Fonction		
Tél. fixe/mobile	/	/
E-mail		

Adresse professionnelle	Adresse : Code postal : Ville : Complément :
-------------------------	---

SIRET : - - -

Code APE/NAF :

Compte à créditer (remplir les informations ci-dessous ou fournir un RIB) :

Nom du titulaire du compte :

Domiciliation :

IBAN : - - - - - -

BIC :

E. Signature des parties

Partie réservée à la collectivité

Fait à Ploudaniel

Partie réservée à la société

A _____, le
La société (fournir un pouvoir en cas de délégation donnée au signataire)

CONDITIONS GENERALES D'ACHAT

Article préliminaire. Marché public

Le présent contrat est un marché public en application des articles 27 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, conclu entre la commune de Ploudaniel, désignée ci-après la collectivité, et l'entreprise signataire du contrat, désignée ci-après le titulaire. Cette dernière s'engage à respecter l'ensemble des clauses suivantes sans réserve. Son offre reste valide pendant un délai de 90 jours à compter de sa remise initiale ou suite à négociation.

Article 1. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du contrat, par ordre de priorité, sont les suivantes :

1. Le présent contrat (valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières)
2. Le cahier des charges
3. Le cahier des charges lié au récolement, disponible sur le [site du Pays de Brest](#)
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG), approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009, disponible sur le [site du MINEFE](#)
5. Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (CCTG), approuvé par l'arrêté du 30 mai 2012, disponible sur le [site du MINEFE](#)
6. Les plans et études techniques

7. Le bordereau des prix unitaires (BPU)

8. Le mémoire technique du titulaire

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, la notification du contrat implique la remise au titulaire d'une copie uniquement du présent document et du BPU. La version des autres pièces qui fait foi est celle conservée par la collectivité.

Article 2. Commencement du contrat

Le contrat commence à la date prévue au Point B du présent document.

Article 1. Prolongation du délai pour intempéries

Le délai d'exécution a été fixé dans l'hypothèse d'une exécution continue des travaux. En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 du CCAG et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite à la station météorologique
Vent	60 km/h
Pluie	5 mm par 24 heures
Température	5°C à 10h

La station météorologique de référence prise est celle de Brest-Guipavas (29).

Cette prolongation pour les phénomènes de gel, pluie et neige ne s'applique pas pour la partie étude

et pour la portion de travaux située à l'intérieur des bâtiments couverts sauf s'ils nécessitent, au préalable, la réalisation de travaux externes, ou si les conditions rendent impossible un accès normal aux installations.

En tout état de cause, l'augmentation du délai consécutif aux intempéries ne peut donner lieu à supplément de prix. En cas d'intempéries obligeant à un arrêt de chantier, le titulaire doit le signaler en apportant la preuve au maître d'œuvre ou, à défaut, à la collectivité qui le constatera par ordre de service.

Article 2. Reconduction

Toute reconduction, si elle a lieu, se fait de façon tacite. En cas de non reconduction, le titulaire en sera informé au moins deux mois avant la date de fin du contrat. Une reconduction ne peut être refusée par le titulaire, ni son absence, faire l'objet d'indemnités.

Article 3. Type de prix

Le contrat est mono-attributaire, passé à prix unitaire et réglé selon le mode de l'accord-cadre à bons de commande. Les montants minimum et maximum sont les suivants :

- Montant minimum annuel : 40 000 € HT
- Montant maximum annuel : 160 000 € HT

Article 4. Contenu du prix

Les prix du contrat sont établis en tenant compte de toutes les sujétions inhérentes à l'exécution des travaux (contraintes de circulation des engins, ouvriers et agents communaux, traitement des poussières de chantier...). L'unité monétaire est l'euro.

Article 5. Variation du prix

Le prix est révisable au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

Après la fin du chantier, une fois que les valeurs réelles de tous les index correspondant à chaque mois de réalisation du chantier sont connues, une révision définitive est réalisée. Elle se fait à l'occasion du décompte général définitif ou après selon ce qui est prévu par le CCAG concerné.

La variation se fait en hausse comme en baisse, par application au prix du contrat, d'un coefficient de révision calculé selon la formule suivante :

$$P = Po * [0.15 + 0.85 \times (TPn/TPo)]$$

Pour les prix 10 à 470 : TP08

Pour les prix 470 à 540 : TP09

Pour les prix 550 à 730 : TP10a

P = Prix révisé

Po= Prix au mois M0

TPn= Valeur du dernier indice connu au moment de la révision des prix

TPo : Indice au mois M0 (mois de remise des offres)

En application du CCAG, les calculs intermédiaires et le coefficient de révision sont arrondis au millième supérieur. Si la dernière valeur connue au mois de réalisation des prestations est antérieure au mois M₀, aucune révision provisoire n'est réalisée dans ce cas (la révision est définitive).

Article 6. Modalités de paiement

La collectivité s'engage au respect d'un délai de paiement maximum global de 30 jours. Les délais de paiement courent à compter de la date de réception de la facture complète et conforme à l'adresse de la collectivité.

Le paiement s'effectuera par acompte mensuel. Il sera réalisé par le Trésorier Principal de Lesneven.

Dans le cadre de la procédure de dématérialisation de la chaîne de paiement :

- Si le titulaire rentre dans le dispositif « Chorus Portail » ou s'y soumet volontairement conformément à l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le dépôt (factures, avoirs, relevés, rappels...) sera conforme à l'architecture suivante :

Siret	Budget/ Structure	N° engagement	Code service
21290179700101	Commune		

- Si le titulaire ne rentre pas dans le dispositif « Chorus Portail », les documents comptables (factures, avoirs, relevés, rappels...) sont de préférence transmis par voie postale.

Article 7. Avance

En cas de bon de commande de plus de 50 000 € HT et d'une durée de plus de deux mois, le titulaire a droit au versement d'une avance de 5 % du montant. Le silence du titulaire vaut acceptation. Le titulaire doit fournir une garantie à première demande couvrant le montant de celle-ci. En cas de groupement conjoint ou de sous-traitance avec paiement direct, chaque membre ou sous-traitant doit fournir une telle garantie pour sa partie de l'avance, si cette partie dépasse le seuil indiqué précédemment.

Article 8. Modes de notifications

Outre les modes de notifications papiers prévus dans le CCAG, la notification de tout document peut se faire de manière électronique. La notification est considérée comme valide si elle est réalisée par courriel, télécopie ou, plus généralement, par tout autre mode permettant d'avoir un accusé de réception certain. Les coordonnées utilisées sont celles indiquées dans le présent contrat ou toute autre coordonnée spécifiquement donnée par le titulaire.

Article 9. Convocation pour constatation

Dans le cas d'une résiliation prévue à l'article 47.1.1 du CCAG, la convocation du titulaire pour les constatations relatives aux ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés et matériels et installations de chantier se fait par lettre recommandée avec accusé de réception au moins dix jours calendaires avant la date de la convocation.

Article 10. Modalités de réception

Conformément à l'article 42.2 du CCAG, en cas de réception partielle d'un ouvrage dont la collectivité prend possession avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, un procès-verbal de réception partielle sera établi contradictoirement.

En cas de non-respect des engagements souscrits, la collectivité se réserve le droit de résilier le contrat et de faire réaliser les travaux par une autre entreprise. Le surcoût éventuel qui en résulte sera porté aux dépens du titulaire et fera l'objet d'un titre de recette.

Article 11. Pénalités

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG, toute pénalité, quel que soit le montant, peut être exigée. Contrairement aux dispositions de l'article 20.1 du CCAG sur le montant des pénalités, en cas de retard dans les délais fixés par le présent contrat, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, il pourra être appliqué à partir du terme du délai fixé et par jour calendaire, une pénalité de 100 € net pour :

- Retard dans la remise des pièces techniques préparatoires, nécessaires au commencement des travaux
- Retard dans le délai fixé pour l'exécution des travaux, y compris dans la levée des réserves
- Retard dans la prise en compte de réclamations liées à la sécurité, à l'hygiène ou à la signalisation générale du chantier

- Retard dans le nettoyage et la remise en état des lieux (en particulier par rapport à l'enlèvement des déchets)
- Retard dans la fourniture des documents à remettre en fin de chantier (dossier de récolement, justificatif de volume des matériaux s'ils sont demandés...)

Si l'entrepreneur, ou son représentant (cette personne doit être habilitée à prendre des décisions techniques et financières pour l'avancement du chantier), ne se rend pas à une réunion, il subira, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 100 € net, pour toute absence constatée, sans justification 24 heures avant la réunion. En cas de retard de plus d'une demi-heure, une pénalité équivalente à la moitié de la pénalité d'absence pourra être appliquée.

Article 12. Commande auprès d'une autre entreprise

La collectivité se réserve le droit de commander des prestations similaires auprès d'une autre entreprise, tant que le montant minimum de commande prévu au présent contrat est atteint à la fin de l'accord-cadre.

Article 13. Modification du groupement

En cas de réponse en groupement, il est possible, avec l'accord de la collectivité, de changer la composition du groupement. Ce changement devra nécessairement intervenir par voie d'avenant.

Article 14. Communication électronique

La communication électronique étant privilégiée, la ou les adresses mail indiquées sur la première page du présent document doivent être valides. En cas de changement d'adresse, le titulaire s'engage à fournir à la collectivité une nouvelle adresse mail fonctionnelle. Au cours de l'exécution du présent contrat, la collectivité se réserve le droit d'utiliser la voie électronique pour les notifications et échanges de documents avec le titulaire.

Article 15. Situation fiscale

Les attestations de lutte contre le travail dissimulé définies à l'article D.8222-5 du Code du travail permettant au titulaire de démontrer qu'il est en règle avec ses obligations sociales sont à fournir tous les six mois pendant toute la durée du contrat. L'attestation fiscale définie à l'arrêté du 25 mai 2016 doit être fournie à chaque nouvelle année civile.

Article 16. Assurance

Le titulaire est tenu de souscrire les contrats d'assurance nécessaires à la garantie des diverses responsabilités que son entreprise peut encourir

dans l'exercice de sa mission, Il devra justifier auprès de la collectivité, et à la demande de celle-ci, de cette souscription.

Article 17. Données du signataire

Le signataire accepte la diffusion de ses coordonnées dans une base à destination d'autres administrations dans un souci d'amélioration de la mise en concurrence des marchés publics. Cependant, le signataire peut, à tout moment, demander à ne plus figurer dans cette base par un courriel ou un courrier au délégué à la protection des données de la collectivité.

Article 18. Règlement des litiges

En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Rennes (3 Contour de la Motte - CS44416 - 35044 Rennes Cedex).

Article 19. Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG sont les suivantes :

Elément du contrat dérogeant au CCAG	Article du CCAG auquel le contrat déroge
Article 1	Article 4.2
Article 11	Article 20.4
Article 11	Article 20.1
Article 11	Article 20.1.4